

Communiqué de presse commun  
des organisations syndicales CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA, CFTC  
de La Poste

Les organisations syndicales CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA et CFTC de la Poste se sont réunies le 12 juillet pour faire le point et analyser la situation. Toutes se sont félicitées de l'unité qui existait au niveau national et qui se met en place au plan local.

Une première réunion plénière a eu lieu le 11 juillet 2012 sur l'organisation, les conditions, le contenu et la finalité du travail des postières et des postiers. Cette négociation a été obtenue suite à la demande commune des organisations syndicales CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA et CFTC du 15 juin dernier.

Lors de cette réunion, les Fédérations CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA et CFTC y ont réaffirmé en préalable que depuis trois mois, la Poste tentait de se dédouaner de ses responsabilités en continuant sa politique et sa stratégie en dépit des engagements pris. Le gel des réorganisations qui avait été obtenu par les organisations syndicales a été détourné par des « expérimentations » en nombre.

Elles ont réaffirmé l'urgence de mesures concrètes pour répondre véritablement aux attentes et aux besoins des postières et des postiers, pour préserver leur santé, le mieux vivre et le mieux-être au travail. Il devient urgent que la direction de La Poste ouvre les yeux sur la situation réellement vécue dans les services et qu'elle entende les demandes portées par les organisations syndicales.

Le 11 juillet dernier, la Poste s'est contentée d'écouter les organisations syndicales. Face à la situation dramatique que connaissent les Postiers, la Direction de La Poste se doit maintenant, au delà d'une simple écoute, de prendre les décisions nécessaires qui permettront de préserver la santé des postières et des postiers. C'est ce que les organisations syndicales CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA et CFTC de la Poste attendent des prochaines réunions de la rentrée.

Lors de leur rencontre le 12 juillet, les Fédérations CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA et CFTC ont acté des points de convergences revendicatives mais aussi réfléchi aux perspectives d'actions unitaires possibles dès septembre. Elles ont décidé de se revoir à nouveau le 29 août 2012.

Paris, le 23 juillet 2012